



Crise agricole (2025-2026) : plaidoyer pour un grand débat national

Avis du bureau de l'Académie d'agriculture de France, février 2026

Des successions de crises

Depuis plusieurs années, de manière récurrente, des manifestations successives d'agriculteurs sont les symptômes d'une « crise agricole sévère ». Les organisations d'agriculteurs mettent en avant revenus, compétitivité, renouvellement des générations, lutte contre les maladies, accords internationaux et évolution de la PAC, obligations réglementaires... L'inquiétude face aux changements de pratiques à opérer se fait sentir, même quand ils sont perçus comme nécessaires.

Le fonctionnement du système alimentaire, de la production à la consommation, est aussi déterminé par l'action des industries alimentaires, des distributeurs, par les choix et comportements des consommateurs. Connecté à des marchés internationalisés, ce système dépend largement de règles fixées hors du pays, par l'Union européenne (PAC, législations...) ou à l'échelle du monde (OMC, Codex alimentarius, accords de libre-échange, rapports de force...). Enfin, ce système est étroitement lié à l'environnement, dans le contexte du changement climatique, de la perte de biodiversité, de tension sur les ressources en eau et en sol.

Plutôt que de parler d'une crise, il faut parler d'une multiplicité de crises agricoles, alimentaires et environnementales, cachant des difficultés structurelles profondes. L'Académie d'agriculture de France est à l'écoute tant du mal-être de nombreux agriculteurs que des inquiétudes de la société concernant l'alimentation ou l'environnement.

Des défis majeurs pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

De fait, les systèmes alimentaires, incluant les acteurs économiques, les institutions qui les pilotent et les règles qui les régissent, en France, en Europe et dans le monde, sont confrontés à de grands défis :

- Respect, vie décente et revenus corrects pour tous les actifs agricoles, exploitants et salariés, mais aussi pour ceux qui travaillent dans les industries d'amont et d'aval ; le maintien d'une vie rurale active, au travers de la production, la transformation et la commercialisation est une vraie valeur pour un territoire ;
- Souveraineté alimentaire à différentes échelles géographiques, privilégiant la coopération entre régions, pays et continents, excluant des formes de compétition préjudiciables aux plus démunis et à la santé de la planète ;
- Alimentation saine, équilibrée et accessible à tous les habitants quelles que soient leurs conditions de vie ;
- Lutte contre le changement climatique et adaptation à celui-ci ; contribution de la biomasse à la transition énergétique
- Respect de l'environnement, bonne gestion des milieux et des ressources naturelles, porteurs de services, y compris pour l'agriculture elle-même ; protection de la santé humaine.

Des réponses à ces défis doivent être apportées à court, moyen ou long terme, en anticipant le contexte à venir. Ces réponses peuvent se révéler contradictoires entre elles.

Pour l'Académie d'agriculture de France, ces systèmes doivent se placer dans une perspective agroécologique et sylvoécologique pour répondre aux défis climatiques, économiques ou sanitaires. Cette perspective s'incarne forcément de manières diverses, selon les contextes sociaux, économiques et agronomiques des différents territoires, y compris outre-mer, et selon les filières qui s'y inscrivent. Pour y parvenir et répondre aux enjeux de long terme, les chemins de la transition eux-mêmes doivent être pensés : dresser des scénarios, en étudier collectivement les impacts, en dessiner les étapes dans le dialogue et le respect de chacun, pour permettre aux différents acteurs de s'adapter effectivement, mais de manière progressive et acceptable pour eux, socialement et économiquement.

Pour un grand débat citoyen

Tant les buts visés que les chemins de la transition sont des choix de société, donc des choix politiques. Les intérêts multiples, souvent contradictoires, aux temporalités diverses, doivent être éclairés par un débat large et informé, s'appuyant sur les connaissances scientifiques et des faits éprouvés. Les solutions d'urgence ne sont pas la réponse. Compte tenu de l'importance des enjeux et de la multitude des acteurs concernés, il appartient à l'État de fixer un cadre au débat. Les enseignements qui en découleront donneront une vision et un chemin à 5, 10, 20 ans, nécessaire, en particulier pour celles et ceux qui vont s'installer en agriculture, pour construire les stratégies de tous les acteurs et pour administrer les affaires publiques. Il faut en effet avec les agriculteurs, les filières et la société, construire un avenir viable.

Le débat devra se dérouler au plus près des acteurs économiques et politiques, des citoyens, avec de fortes implications régionales, dans une démarche complémentaire à celle des conférences de la souveraineté alimentaire. Il tirera profit des multiples initiatives de terrain visant à assurer un approvisionnement alimentaire sain et local à la population. Le débat mené en France devra tenir compte du contexte européen, voire au-delà.

Des contributions de l'Académie d'agriculture

L'académie (plus de 600 membres français et étrangers, scientifiques et praticiens, experts dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation ou de l'environnement) peut éclairer ce grand débat. Elle y contribue d'ores et déjà par ses productions :

- Une Encyclopédie en ligne, avec plusieurs centaines de fiches sur des thèmes de fond et d'actualité ;
- Des rapports et avis de l'académie, et parmi les plus récents : i) pour une gouvernance foncière renouvelée, intégrée et décentralisée ; ii) plaidoyer pour la transformation des systèmes alimentaires et l'évolution des partenariats entre la France, l'Europe et l'Afrique ; iii) l'élevage intensif en France peut-il être durable ? Quelle conciliation entre producteurs, citoyens et consommateurs ? ; iv) les réserves d'eau de substitution : quelques conditions préalables à leur développement.

Deux de ces rapports appellent déjà à un pacte social nouveau entre la société et les agriculteurs.

- Des groupes de travail sont en cours ou se mettent en place : i) agriculture et société pour analyser les modalités et les conditions pour mieux connecter citoyens et agriculture ; ii) les formes d'agriculture, leurs impacts, biens produits et services rendus, combinaison et complémentarité selon les territoires ; iii) l'économie des entreprises dans la transition agroécologique.)

L'Académie d'agriculture de France a vocation, par ses compétences riches et diversifiées, à contribuer à un tel débat, aux côtés d'institutions ayant pour rôle de l'organiser.